



PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Département /section: **LOZERE (48)**

Date : 08 novembre 2012

□ Nombre de participants : 25 (soit 66 % des adhérents)

Intervenants : Michael CASAS (Secrétaire Général) - François JEUDY (Membre CEN) – Georges TRESCARTE (Secrétaire section Haute-Loire)



DEBATS DE L'AG

Le secrétaire remercie tout d'abord les participants puis il présente les invités. Tout d'abord, Michael Casas, secrétaire général de la CGT Finances Publiques récemment élu au congrès de Guidel, en soulignant l'honneur pour la section de recevoir son secrétaire général, une première dans son histoire. Puis il remercie François Jeudy membre de la CEN, Marie-Jo Poble et Georges Trescarte respectivement trésorière et secrétaire de la section de la Haute-Loire, pour leur présence amicale toujours appréciée.

Avant de commencer les travaux de l'AG il tient à marquer un hommage à Francis Ferrier, un fidèle camarade et ami, dont la disparition ce dernier printemps nous a tous fortement ému.

1 - L'activité de la section

Après avoir indiqué son souhait que l'AG porte en priorité sur l'actualité sociale à la DGFIP le secrétaire expose rapidement l'activité de la section depuis la dernière AG.

Le début de l'année 2012 a été marquée par l'action autour du CTL du 26 janvier consacré aux suppressions d'emplois, où à l'appel de l'intersyndicale, de nombreux agents ont envahi la salle. Cette forte mobilisation des personnels s'est renouvelée lors de la grève du 02 février très suivie dans le département. On espère d'ailleurs qu'il en soit de même pour la grève du 27 novembre. La tournée d'HMI programmée fin novembre devrait en principe y aider.

Depuis novembre dernier la section a réuni sa CE à 4 reprises permettant ainsi de faire le point sur l'actualité revendicative, les rencontres avec la Direction ou les réunions des diverses commissions et de prendre des décisions en commun.

La section a aussi organisée, en commun avec « Solidaires », deux sessions de formation, en mars et juin, en direction des élus en CAPL. Elle a également participé à l'AG de la Haute-Loire en mars, aux 3 réunions de la commission régionale Auvergne ainsi qu'aux réunions paritaires toujours plus nombreuses depuis la fusion.

Mais il faut une nouvelle rappeler que cette activité intense repose sur une équipe militante extrêmement réduite avec toute la fragilité que cela signifie.

Rapport de Trésorerie année 2012 :

Notre trésorière Catherine Dumas-Delage présente le bilan financier.

- Les recettes de la section :

38 camarades ont payé leur cotisation en 2012, essentiellement selon le paiement échelonné.

Le montant total de cotisations s'élève à 6.042 €. Sur cette somme 5.077 € a été reversé au BN. Les recettes de la section sont donc de 965 € soit environ 15 % du total de la cotisation.

- Les dépenses :

Le montant total des dépenses à ce jour est de 640 €. Elles sont principalement liées aux frais de transports (tenues de CE, d'HMI, participation aux CR, congrès...). Les autres dépenses restent modestes mais toutefois incompressibles car liées à l'activité : frais de correspondance, téléphone.... Toutefois la stabilité sinon la progression du nombre d'adhérents permet de maintenir la bonne santé financière de la section.

2 – L'actualité revendicative

Le secrétaire général Michael Casas présente le contexte général de notre administration.

Après 5 années de décisions régressives, de batailles où le rapport de force créé par les agents a malgré tout permis de mettre en échec plusieurs tentatives liquidatrices au sein de la DGFIP - ainsi notamment la loi mobilité et la PFR - l'arrivée de nouveaux interlocuteurs politiques avait suscité de nombreux espoirs. Aussi le reniement des promesses de campagne du Président de la République, notamment sur la rupture avec les logiques drainées par la RGPP et la continuité des politiques antérieures, sont ressentis comme une véritable provocation par les agents de la DGFIP à l'égard du besoin de changement exprimé. Et cette continuité des politiques précédentes est d'autant plus mal ressentie qu'elle s'accompagne d'une remise en cause d'engagements antérieurs pris pour la DGFIP comme la non application de la PFR ou le maintien des volumes de promotion interne venant s'ajouter au maintien des volumes précédents de suppression d'emplois et aux menaces sur l'avenir du réseau.

Dans notre secteur, avec sa volonté de situer plus fortement le dialogue social institutionnel au niveau interministériel et de réduire les marges de négociations sur le plan directionnel, l'objectif affiché par la DG est une mise en concurrence des intérêts des agents de chaque administration, réglé par le seul diktat des arbitrages gouvernementaux, eux-mêmes répondant aux exigences des plans d'austérité. Aussi, prenant acte de l'attitude réfractaire de la Direction Générale hostile à tout changement de méthode dans les modes de concertation et évacuant toutes formes de négociations, les organisations syndicales nationales de la DGFIP ont décidé de bloquer le dialogue institutionnel en suspendant toute participation aux Groupes de Travail.

Mais la seule vraie manière de faire bouger les lignes est de remporter la bataille idéologique nous opposant aux tenants de la rigueur et du libéralisme le plus débridé. Pour cela il est nécessaire de développer dans tous les secteurs les processus de lutttes les plus larges et les plus unitaires possibles, seul gage d'efficacité.

La grève du 27 novembre constitue la première mobilisation nationale dans notre secteur intervenant depuis l'arrivée du nouveau pouvoir en place. A ce titre, les résultats qui seront enregistrés auront valeur de test pour le gouvernement et pèseront lourd sur notre capacité à forcer la table des négociations. Dans ces conditions réussir le 27 novembre, c'est agir pour la sauvegarde de nos missions, c'est aussi une des conditions pour en finir avec les mensonges, le mépris et faire respecter nos droits ! Mais pour la CGT Finances Publiques, le 27 novembre doit être considéré comme une étape dans la construction d'un processus d'action dans la durée posant la question des revendications aussi bien sur le plan de la DGFIP, que sur ceux de Bercy, de la fonction publique, de l'interprofessionnel ainsi qu'à l'échelle européenne.

3 – Activité : les prochaines échéances

Dans le cadre de la grève du 27 novembre une tournée d'HMi est programmée dans les principaux services du département entre le 20 et le 26 novembre. Interviendra ensuite courant décembre ou janvier le CTL consacrant les nouvelles suppressions d'emplois pour 2013. Le volume national étant sensiblement le même qu'en 2012, la déclinaison locale pourrait se situer entre 4 et 5 suppressions de postes. Chiffre non confirmé mais non démenti par le directeur local....

Après un large et intense débat les travaux de l'AG sont clôturés vers 12 h. 30.